

A.S.B.L. Association Electronique Libre (AEL)  
rue de Leumont 36  
B4520 Wanze  
<http://www.ael.be/>  
[action@ael.be](mailto:action@ael.be)

Ministère de la Justice  
Monsieur Marc Verwilghen,  
Ministre de la Justice  
boulevard de Waterloo, 115  
B1000 Bruxelles

Wanze, le 2 avril 2002

Objet : Effets négatifs du projet de loi appliquant la Directive 2001/29/CE (EUCD)

Monsieur le Ministre,

Voici nos commentaires concernant l'avant-projet de loi transposant la directive européenne du 22 mai 2001 sur l'harmonisation du droit belge de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information. Nous avons commenté quelques points qui nous semblaient primordiaux mais ce commentaire ne se veut pas exhaustif. Il met en évidence certains points qui changent la loi sur le droit d'auteur et des droits voisins et mettent en péril plusieurs fondements de notre société.

L'association recommande la remise en question complète et la **non-application du projet de loi** ainsi que la directive européenne elle-même. Elle appelle aussi tous les citoyens belges à étudier attentivement cet avant-projet de loi et à le commenter de façon publique. Les libertés fondamentales doivent être respectées dans l'entière de notre société et cela même dans la société de l'information

Aujourd'hui, nous commençons à voir les effets de ce type de législation. Le "Digital Millennium Copyright Act" (DMCA) aux Etats-Unis ainsi que la Directive européenne (2001/29/CE du 22 mai 2001 [ref:C]) appelée communément "European Union Copyright Directive" EUCD en sont des exemples directs.

Les effets néfastes de l'application de ce projet de loi sont nombreux :

- **Insécurité.** Durant ces dernières années, la publication complète et publique des failles de sécurité dans les systèmes d'informations a permis une augmentation de la qualité de la sécurité de ces systèmes. Les publications scientifiques publiques en cryptographie et en sécurité informatique ont fait évoluer la recherche dans toute la communauté scientifique (de la cryptographie au protocole de sécurité). Cela a aussi forcé les fournisseurs de logiciels à fournir des correctifs de sécurité de façon rapide et d'avoir une certaine transparence sur la sécurité de leurs produits. Avec des

lois réduisant ou supprimant la publication de documents scientifiques dans le domaine de la sécurité informatique, on diminue la sécurité des systèmes d'information, ce qui est paradoxal et dangereux de nos jours.

- **Interopérabilité.** En limitant l'utilisation d'outils d'analyse de protocoles ou de formats, il est impossible de pouvoir faire interagir plusieurs systèmes informatiques entre eux; sachant que la tendance des grands constructeurs de logiciels est d'emprisonner l'utilisateur dans son système. Avec ce type de loi, nous donnons des outils pour limiter la compatibilité entre systèmes d'informations. Ce qui est irréaliste de nos jours avec l'utilisation de systèmes informatiques dans des secteurs critiques (tels que militaires, gouvernements,...) . De plus, l'EUCD entre en conflit avec la Directive européenne permettant la décompilation à des fins d'interopérabilité. [ref:D] Les bibliothèques possèdent un problème direct quand à l'application de telles mesures de protection qui rend difficile, voir impossible, la diffusion du savoir.
- **Liberté d'expression.** Les lois (comme une application de la Directive 2001/29/CE) permettent aux constructeurs de logiciels de limiter leur utilisation et legalisent ces limitations. Mais celles-ci peuvent être étendues à des principes fondamentaux tels que la liberté d'expression. On peut citer comme exemple le contrat EULA de Microsoft Frontpage 2002 qui interdit l'utilisation du logiciel pour créer des sites web qui critiquent Microsoft ou l'une de ses filiales.
- **Monopole.** En limitant les droits d'utilisation de formats de fichiers, on permet aux sociétés éditrices de logiciels d'interdire l'utilisation de ces formats en dehors d'un cadre défini par le constructeur lui-même. L'exemple du format e-book d'Adobe est aussi très évocateur; ce qui peut poser un problème de base aux droits fondamentaux de l'enseignement et de l'accès aux livres. [ref:E]

La directive permet **les exceptions** (article 5.2) mais le champ d'application des exceptions est réduit, et même quasi nul, pour la société de l'information (les supports numériques sont négligés alors que la directive porte sur cela). Ils nous semblent impossible d'appliquer la directive en l'état sans remettre en question d'autres textes légaux (loi sur la protection de la vie privée, la directive sur le "reverse engineering"... ) et ce même en appliquant la majorité des exceptions citées dans l'article 5.2 de la directive 2001/29/CE.

Un nombre important d'articles existent concernant les risques de lois telles que l'EUCD. [ref:F]

Nous voulons insister sur les dangers de telles lois et sur les implications dans le fonctionnement global de la recherche scientifique et de la vie des citoyens.

On peut se poser la question de la légitimité d'une telle directive si celle-ci est à l'encontre de principes fondamentaux (liberté d'expression, vie privée), d'autres lois (nationales et européennes), la sécurité, l'innovation et de la recherche scientifique.

L'ASBL A.E.L. demande un débat public sur les biens fondés de l'application de la directive européenne et de la directive elle-même (2001/29/CE). Elle demande aussi la suppression du projet de loi actuel sur l'application de la directive et un débat public sur la directive EUCD.

L'Association Electronique Libre, ses membres actifs et affiliés, Monsieur le Ministre, sont à votre entière disposition pour élaborer le débat sur cette directive et son implication dans notre pays.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Pour l'Association Electronique Libre (ASBL),

Alexandre Dulaunoy,  
Vincent Jamart,  
Emmanuel Tychon,  
Thomas Silvestre,

[ref:A]<http://www.wipo.int/treaties/ip/copyright/copyright-fr.html>  
[ref:B]<http://www.wipo.int/treaties/docs/french/u-p-32-f.doc> - [u-p-33-f.doc](http://www.wipo.int/treaties/docs/french/u-p-33-f.doc) -  
[u-p-34-f.doc](http://www.wipo.int/treaties/docs/french/u-p-34-f.doc)  
[ref:C][http://europa.eu.int/smartapi/cgi/sga\\_doc?smartapi!celexapi!prod!CELEXnumdoc&lg=fr&numdoc=32001L0029&model=guichett](http://europa.eu.int/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexapi!prod!CELEXnumdoc&lg=fr&numdoc=32001L0029&model=guichett)  
[ref:D][http://europa.eu.int/eur-lex/fr/lif/dat/1991/fr\\_391L0250.html](http://europa.eu.int/eur-lex/fr/lif/dat/1991/fr_391L0250.html)  
(Article 6 Décompilation)  
[ref:E][http://www.eff.org/IP/Foreign\\_and\\_local/Canada/20010915\\_efc\\_eff\\_cpdci\\_comments.pdf](http://www.eff.org/IP/Foreign_and_local/Canada/20010915_efc_eff_cpdci_comments.pdf)  
[ref:F]<http://www.ivir.nl/publications/hugenholtz/opinion-EIPR.html>  
<http://silvaneves.org/eucd/eucd-fs.en.html>  
<http://www.acm.org/usacm/IP/dmca.exemption.htm>  
<http://www.eblida.org/>